

DOCUMENTATION PROFESSIONNELLE

Nous vous proposons une série de documents professionnels auxquels vous pourrez vous reporter pour approfondir les thèmes présentés.

Au sommaire de ces newsletters

CONTRAT & PATRIMOINE

CONSOMMATION

Surendettement des particuliers : dettes professionnelles et application de la loi dans le temps

● Civ. 2^e, 8 févr. 2024, n° 22-18.080

- D. actu. 14 févr. 2024, obs. C. Hélaïne
- Rép. civ., v° *Conflits de lois dans le temps* par L. Bach et v° *Surendettement* par Y. Picod et V. Valette-Ercole

BANQUE - CRÉDIT

Précision sur la production du bordereau Dailly

● Com. 14 févr. 2024, n° 22-14.784

- D. actu. 28 févr. 2024, obs. C. Hélaïne
- Rép. com., v° *Cession et nantissement de créances professionnelles* par J-P Dumas et M. Cohen-Branche

BIEN-PROPRIÉTÉ

Bien acquis au moyen d'une clause de réserve de propriété et confiscation

● Crim. 28 févr. 2024, n° 22-86.392

- D. actu. 13 mars 2024, obs. M. Dominati
- Rép. civ., v° *Propriété* par A. Sériaux et v° *Vente*

FAMILLE & PERSONNE

PERSONNE

Appel d'une décision d'hospitalisation sans consentement du majeur protégé

● Civ. 1^{re}, 31 janv. 2024, n° 22-23.242

- D. actu. 12 févr. 2024, obs. C. Hélaïne
- Rép. civ., v° *Majeur protégé* par F. Marchadier

PERSONNE

Qualification juridique du placement éducatif à domicile

● Cass., avis, 14 févr. 2024, n° 23-70.015

- D. actu. 1^{er} mars 2024, obs. L. Gareil-Sutter
- Rép. Civ., v° *Assistance éducative* par G. Raymond et M. Bruggeman

PERSONNE

Renouvellement d'une mesure d'isolement dans le cadre d'une hospitalisation sans consentement : précision sur le calcul du délai

● Civ. 1^{re}, avis, 6 mars 2024, n° 23-70.017

- D. actu. 12 mars 2024, obs. C. Hélaïne
- Rép. civ., v° *Malades mentaux* par D. Truchet.

COPROPRIÉTÉ ET ENSEMBLES IMMOBILIERS**Rôle du juge en cas de constat d'illicéité d'une clause du règlement de copropriété**

● Civ. 3^e, 25 janv. 2024, n° 22-22.036

- D. actu. 4 mars 2024, obs. C. Dreveau
- Rép. civ., v° *Copropriété des immeubles bâtis : statut et structure* par C. Atias et N. Le Rudulier

EXPROPRIATION**Expropriation : incidence de la prescription de l'action publique sur une construction irrégulière**

● Civ. 3^e, 15 févr. 2024, n° 22-16.460

- D. actu. 11 mars 2024, obs. A. de Dieuleveult
- Rép. civ., v° *Propriété* par A. Sériaux

BAIL**Loyer impayé : le non-respect des obligations du bailleur emprunteur à taux zéro ne peut pas être invoqué par le locataire**

● Civ. 3^e, 14 mars 2024, n° 21-25.798

- D. actu. 19 mars 2024, obs. Y. Rouquet
- Rép. civ., v° *Bail d'habitation et mixte : rapports locatifs individuels – Loi du 6 juillet 1989* par N. Damas

ACCIDENT, MALADIE ET MATERNITÉ**Absence d'organisation de l'examen médical de reprise du salarié intérimaire**

● Soc. 7 févr. 2024, n° 22-16.961

- D. actu. 15 févr. 2024, obs. L. Malfettes
- Rép. trav., v° *Travail temporaire* par G. Vachet et v° *Maladie et inaptitude médicale* par P-Y Verkindt

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL**Dispositif de vidéosurveillance dissimulé et droit de la preuve**

● Soc. 14 févr. 2024, n° 22-23.073

- D. actu. 4 mars 2024, obs. Y. Pagnerre
- Rép. trav., v° *Preuve dans les contentieux du travail* par O. Leclerc

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL**Rupture conventionnelle : l'entretien doit être antérieur à la signature**

● Soc. 13 mars 2024, n° 22-10.551

- D. actu. 19 mars 2024, obs. A. Nivert
- Rép. trav., v° *Ruptures conventionnelles* par P. Lokiec